

L'Edito Economique

Janvier 2023

Rétrospective 2022 : ce que cette année nous enseigne et ce qu'elle hypothèque de l'année 2023

Ouf ! Enfin cette année 2022 se termine. Après la pandémie en 2020, c'est la guerre en 2022, le destin semble s'acharner sur l'humanité mais notre espèce est aussi coupable de ce qui lui arrive.

Certes, la Russie est l'agresseur, personne ne peut en dire autrement, mais (et c'est un "grand" mais explicatif et non pas justificatif) la chute de l'URSS (26 décembre 1991) et ce qui s'en est suivi, en termes d'humiliation géopolitique de la Russie, a alimenté un sentiment profond de rancune chez les citoyens russes. Alors qu'on croyait décréter la fin de l'histoire¹, ce sentiment couvait et le passage à l'action a commencé par l'intervention russe en Syrie qui a empêché la concrétisation d'un bouleversement géopolitique et par ricochet la fin de l'histoire...

Le déclenchement des hostilités sur le front ukrainien n'est que le point culminant de l'expression sur le terrain de ce sentiment, devenu envisageable pour les autorités russes après une consolidation économique et suite aux intentions de l'Ukraine, le voisin de la Russie, de rejoindre l'OTAN.

L'histoire semble se répéter et les enseignements ne sont jamais tirés : l'humiliation de l'Allemagne suite à la 1^{ère} guerre mondiale n'a fait que favoriser la montée de Hitler et donc le déclenchement de la deuxième guerre mondiale 20 ans après ; et la chute de l'URSS en 1991 et ce qui s'en est suivi (élargissement de l'OTAN et marginalisation du

¹ Francis Fukuyama "The End of History and the Last Man" 1992.

rôle de la Russie sur la scène internationale) n'ont qu'attisé la flamme de revanche de la grande nation russe.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la république d'Ukraine, tout en faisant partie de l'URSS, disposait (exceptionnellement²) d'un siège au niveau de l'ONU et a même été élue en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité... Il y a un lien viscéral historique entre les deux nations (plusieurs dirigeants de l'URSS étaient ukrainiens : Nikita Khrouchtchev, Leonid Brejnev, Constantin Tchernenko & Mikhaïl Gorbatchev) et l'Ukraine représente incontestablement un élément clé de l'espace géopolitique et stratégique vital de la Russie.

Sur le plan économique, cette guerre (qui se poursuit) a perturbé profondément les chaînes d'approvisionnement (Supply chain) compte tenu des impacts sur la logistique et sur la disponibilité de l'offre des matières premières et des produits énergétiques.

Avec un prix moyen du Brent de 100 \$US en 2022, la hausse a été de 40% par rapport à la moyenne de 2021, sachant qu'un plus haut de 139 \$US a été observé le 6 mars 2022. L'indice (base 100, 2010) du prix du gaz naturel est passé de 130.7 en 2021 à 281.5 en 2022. Les prix moyens du blé dur et du blé tendre ont augmenté de 36%. Ainsi, l'inflation a fait le siège de l'économie mondiale. L'inflation a pris amplement sa revanche (par rapport à 2020) et continue à obérer le pouvoir d'achat des consommateurs de par le monde.

Evidemment les réalités diffèrent sensiblement et parfois diamétralement entre les **pays exportateurs d'énergie** dont la manne des excédents en devises de la balance commerciale et les recettes des entreprises publiques opérant dans le secteur des hydrocarbures (Aramco en Arabie Saoudite, Sonatrach en Algérie, à titre d'exemples) leur ont permis de transcender cette conjoncture et de s'engager dans des plans d'investissement et de diversification de l'économie (les leçons ont été vraisemblablement apprises), **les grandes économies** qui ont toujours les moyens pour

² La Biélorussie bénéficiait aussi de ce statut exceptionnel.

venir en aide à leurs populations et au tissu économique suivant une approche rationnelle, équilibrée et ciblée, et **les pays présentant un déficit structurel** important au niveau de la balance énergétique et/ou alimentaire qui se retrouvent dans une situation critique notamment au niveau des avoirs en devises et du taux de change.

Par ailleurs, cette année 2022, en plus de ce qu'elle a engendré en termes de dégâts et tensions économiques, a inscrit des hypothèques sur l'année 2023 dont la réalisation (que personne n'ose et ne souhaite imaginer) dépendrait de l'évolution du conflit.

Si la Russie a pu résister à ce jour aux sanctions du camp occidental (grâce à la carte énergétique, à son autosuffisance au niveau des denrées alimentaires de base et à l'agilité de sa politique monétaire³), il n'en demeure pas moins que cette résilience n'est pas acquise pour l'avenir ; d'une part les perspectives de croissance mondiale en 2023 vont favoriser une baisse de la demande et donc des prix de l'énergie, et d'autre part, plus le conflit dure sans des victoires significatives sur le terrain, plus le citoyen russe aura du mal à accepter la poursuite de ce conflit.

Trois scénarios sont envisageables : un statu quo, une poursuite plus intense du conflit, ou un dénouement par les voies diplomatiques. Le scénario d'une victoire nette de la Russie ou de l'Ukraine est peu probable selon les experts militaires. Le 1er et surtout le 2^{ème} scénario vont concrétiser les hypothèques de l'année 2022, et c'est le 3^{ème} scénario qui aboutirait à une main levée de ces hypothèques en 2023.

Ce tableau qui fait froid au dos (excepté le 3^{ème} scénario pour lequel nous devons prier nuit et jour), ne doit pas occulter les grandes transformations qui sont en train de s'opérer et de s'accélérer. Aujourd'hui, la question de l'**auto-suffisance** en denrées alimentaires de base devient la **préoccupation majeure** des autorités publiques d'où la nécessité de revoir fondamentalement les choix de politique agricole en prenant en considération la contrainte menaçante (plus que jamais) du **stress hydrique**.

³ Cf. [Note de Conjoncture Biat N°3- Focus "La Banque Centrale Russe face à un contexte inédit : les enseignements et les perspectives" \(Page 42\)](#)

La transition énergétique va s'accélérer, dans la mesure où la dépendance énergétique fait saigner la balance des paiements courants des pays importateurs et alimente substantiellement l'inflation.

Un pays voisin, le Maroc, s'est engagé tôt dans la voie du développement des énergies renouvelables. Aujourd'hui, la part de ces énergies dans le mix électrique (en puissances installées) est d'environ 40%. Aussi, en 2014, le Maroc a levé totalement la compensation indirecte et généralisée du carburant⁴, ce qui lui a permis de neutraliser l'impact de la hausse des prix lié à la suppression de la compensation indirecte et de disposer d'un **espace budgétaire**⁵ pour l'investissement et d'œuvrer à faire face à l'aggravation des difficultés des ménages face à cette conjoncture adverse. Ce qui a été fait par le passé, conjugué à une position extérieure résiliente (le déficit des paiements courants serait autour de 4% du PIB en 2022), a permis au Maroc d'atténuer la trajectoire de l'inflation et d'envisager plus sereinement l'année 2023.

La Tunisie dispose de tous les moyens pour adresser les différents dérapages enregistrés au niveau des principaux indicateurs économiques et budgétaires à travers une amélioration **effective** du **climat des affaires** et le recours au PPP (Partenariat Public-Privé) pour que l'investissement dans les projets d'infrastructure puisse décoller même dans un contexte de difficultés de mobilisation de ressources.

La résilience collective doit être le mot d'ordre et l'état d'âme pour l'année 2023, et ça passe inéluctablement par la mobilisation de ressources morales qui existent en chacun de nous !

Bonne année 2023

Oualid JAAFAR

Chief Economist BIAT

Prospective, Veille et Recherche Economique

⁴ Il est à préciser que le prix des bouteilles de gaz demeure subventionné...et compte tenu de la hausse du prix du baril du pétrole, des subventions directes ciblées sont allouées aux opérateurs du transport.

⁵ Cf. [Infographie : Solde budgétaire : indicateurs, contraintes et enjeux \(Page 8\)](#)